

Ma déduction personnelle, c'est que sachant qu'il va être soupçonné, il fait en sorte, chaque fois, d'être interrogé alors que l'enquête démarre juste. Ce qui lui permet d'avoir une approche physique des personnes chargées de l'affaire ainsi que du service concerné. Deuxième avantage : une fois interrogé, il n'ignore pas que les risques d'une nouvelle convocation au poste sont largement réduits...

Le tableau m'inquiète... Je ne peux me résoudre à rester passif et prends la décision de faire de nouveau appel à l'équipe du capitaine maudit. Je dois découvrir absolument ce que ces tueurs sont en train de mijoter à mon intention. Le capitaine délègue trois hommes qui prennent rapidement les choses en main et en une quinzaine de jours seulement, parviennent à récolter des vidéos sur les deux curieux. Je pense, amer, qu'avec tout l'argent que je dépense et que j'ai dépensé depuis 2003, j'aurais pu faire tuer tout le monde ! Mais si je verse dans cette mauvaise pente, ne serais-je pas alors devenu comme « eux » ? L'avenir me dira si j'ai eu raison de garder une ligne de conduite. Malgré les trois années qui viennent de s'écouler, mes ennemis n'ont pas l'air de m'avoir oublié... Si je leur laisse la tâche facile, ils finiront sans aucun doute par achever le travail. A moi de m'arranger avec ça, de vivre avec ça, et d'être le plus malin : ma vie en dépend !

Une fois de plus, tout le fruit de nos investigations est livré, gratuit, à la gendarmerie.

Je me félicite tous les jours d'avoir mis en place un système de sécurité sophistiqué à domicile pour ma famille et moi-même mais rien que pour nous garantir, le constat est terrible, je suis condamné... à rester riche ! Mon épouse

et mes enfants semblent ne pas avoir développé d'angoisses nouvelles à cause des derniers événements. Tant mieux.

Par l'un de mes amis, représentant, me parvient une nouvelle, un scoop même ! La pouf du boss serait décédée. A trente-huit ans, on ne me dira pas que c'est dans l'ordre des choses ! La nouvelle se répand mais prudence, je préfère vérifier... L'un de mes gardes du corps, qui connaît sa famille, part à la pêche aux informations : effectivement, elle est bien décédée. Ses parents ont demandé une autopsie qui leur a été refusée ; son mari, le boss, s'y est opposé. J'apprends par un privé de la Terre promise que depuis quelque temps, elle parlait de rentrer en France. Elle avait même fait des tentatives de départ, infructueuses ; chaque fois, le boss l'avait ramenée. Et puis il y avait ses deux enfants : pour eux, elle avait dû se plier...

C'est une mauvaise nouvelle : elle est partie avec ses secrets, sans doute n'ignorait-elle rien des affaires louches du boss. Je suppose que quand la nouvelle va se répandre, tout le monde dira que c'était une toxicomane et qu'elle est morte d'une overdose ou d'une rupture d'anévrisme. Que de vies volées ! Je ne devrais pas le surnommer le boss, mais le diable...

La gendarmerie prend cette nouvelle comme les autres. Imperturbablement. Le décès ne s'étant pas produit en France, pas de dossier supplémentaire, pas d'enquête insoluble, pas de travail pour rien.

Ce n'est pas la première personne, dans l'entourage proche du boss, à décéder de façon bizarre ; ce ne sera sans doute pas non plus la dernière. De nouveau, il trempe, paraît-il, dans des affaires croustillantes en Belgique et au

Luxembourg. Sa spécialité : monter des magasins frontaliers et commercer avec les avantages que l'on connaît.

Je garde cette information pour moi. Je n'ai pas envie qu'elle fasse boomerang. Silence radio auprès des pouvoirs publics sur ces affaires à caractère fiscal, j'ai payé pour apprendre... Je me demande même si j'ai bien fait d'alerter la gendarmerie après la visite des deux curieux de l'autre jour...

Je ne vais pas tarder à avoir la réponse : quinze jours après, pas moins de dix-sept assignations au Tribunal de Grande Instance me parviennent. Motif : toujours le même ! Publicité mensongère de nature à induire le client en erreur. Seule différence : je suis désigné gérant de fait dans l'intégralité des procès-verbaux. Bien que je ne sois plus à la tête de l'empire du canapé, je suis obligé d'organiser ma défense et celle de One Salons. Et si nous ne gagnons pas, le groupe devra fermer ses portes. Aux armes, et cætera...

J'ai peur de la prison, seul endroit où je serais le plus vulnérable. Je préfère ne pas trop m'attarder sur ce genre de perspectives. Si c'est mon destin, si je dois mourir, je l'accepte tant que ma famille reste à l'abri. Je sais aussi que si j'en ressors indemne, physiquement et psychologiquement, plus jamais je n'ouvrirai ma gueule !

Dans les locaux de la centrale de One Salons, l'ambiance n'est pas à la fête. De nombreux gérants ont reçu comme moi des citations à comparaître. Ils sont courageux et veulent se battre. Cela m'encourage à conduire le combat, avec comme armes des ténors du barreau tel Jacques l'Asiat. Mais j'ai bien peur que tout cela ne soit joué d'avance. Je garde mes pensées de fond de chaussettes pour moi au cours des réunions où nos avocats s'entretiennent et

organisent une défense commune. J'y vois du bon et du négatif, on verra bien à l'audience...

Une journaliste de TF1 me contacte ; elle souhaite m'interviewer. Elle estime notre système de vente trop agressif ; elle s'est forgé cette opinion sur le témoignage d'un client. Je ne crois pas une seconde à son histoire mais sur les conseils de tous, j'accepte de la recevoir. Elle a survolé son sujet, je m'aperçois très vite qu'elle ne sait pas de quoi elle parle. On dit que nous sommes des salauds, elle a fouillé sur Internet et son enquête se borne à cela.

Je tente de lui dresser un tableau de la situation dans son ensemble mais elle n'écoute guère : trop complexe ! Le seul sujet qui l'intéresse, ce sont ces gens qui paraît-il, ont eu des difficultés à faire annuler leur commande dans le délai des sept jours de rétractation autorisés par la loi. Je ne nie pas que cela ait pu se produire... Vendant sept cents salons par semaine, nous sommes tous préparés à un certain nombre de rétractations, les statistiques nous en indiquent le taux, nous sommes aguerris, c'est dans la routine. Il est possible qu'un jour, à un moment, un vendeur, ou un autre, aient ouvertement traîné les pieds, exprimé un agacement. Des dérapages, certes, mais quel vendeur, artisan, commerçant, libéral, industriel, jetterait la pierre ? Et surtout, est-ce suffisant pour en faire une généralité et salir l'enseigne comme cette journaliste a osé le faire, à l'antenne, dans le Journal du 13 heures ? Elle ne possédait visiblement que peu d'informations, de son propre aveu juste un témoignage de clients. L'interview dans nos bureaux avait tourné court ; Rachid, l'un des gérants, avait perdu son contrôle quand il comprit comme moi qu'elle resterait sourde à tout et que son sujet serait de toute façon

détracteur. Est-ce cela le journalisme ? Faire des sujets, style racolage grand public, quitte à faire tomber des têtes ?

Au fait, comment savait-elle que l'on passait au tribunal le 20 mai... ?

Impuissant, j'assiste à la diffusion de son reportage au Journal de 13 heures. Il y est question de remises abusives, d'arnaques...

Mon avocate me conseille de porter plainte. Sur le terrain, les conséquences sont catastrophiques : les clients désertent nos magasins. C'est la déprime totale. C'est la goutte d'eau... Les fourbes, les assassins, les contrôles fiscaux, les soupçons, les persécutions, les chantages, les assignations, l'impuissance de la police, le corbeau, la menace qui continue de peser si lourd sur ma sécurité et celle de ma famille... Et maintenant, une publicité assassine au Journal télévisé... C'en est trop ! Je suis las, écœuré, abattu, résigné... Pourquoi continuer ? Je suis jeune, j'ai ma femme et mes deux enfants, de l'argent plein les poches... je n'ai qu'à tirer un trait sur le reste et partir...

Peu à peu, cette idée fait son chemin et je me rends compte que me libérer de toutes ces agressions, de toutes ces chaînes, c'est à présent la seule chose vers laquelle je dois tendre, c'est devenue une question de survie, physique comme psychologique...

Partir loin. Exit cette insécurité, exit cette protection rapprochée étouffante, exit cette angoisse qui commence dès le matin, quand le facteur va passer, porteur peut-être d'un recommandé ou d'une lettre anonyme. Liberté totale, plus de goût ni de force pour le combat, qui veut ma place ?

En secret, je prépare mon départ. Personne n'est au courant à part ma femme et mes enfants. Nous avons choisi le pays. Nous l'avons visité, il nous plaît, on s'y sent bien. Plusieurs allers et retours sont nécessaires ; je me mets à détester ces retours, il me tarde de nous installer définitivement.

Bien entendu, je compte partir en règle. Administrations, pouvoirs publics, procès... Je m'acquitterai de toutes mes obligations, je veux pouvoir revenir en France quand il me chantera, même si mon pays m'a déçu, avec sa justice et celle des hommes. Je ne crois plus en rien. Tout est influençable. J'ai été naïf, confiant, sûr de la vérité. Je pense à mon père ; s'il avait marché devant moi, le chemin aurait-il été moins semé d'embûches ? La France est aujourd'hui un pays où la misère transpire à chaque coin de rue. Le petit fonctionnaire est tout-puissant et avec lui les syndicats ; les politiques ne guident plus le navire. J'ai honte d'être riche, je me cache. Vivement le départ !

Mais même cela se mérite. Liquidier sa vie, la raciner plus loin, c'est complexe et plusieurs mois vont m'être nécessaires pour tout boucler... En attendant, je poursuis l'écriture de cette « autobioromance », sorte de croisière qui n'aura jamais de fin, finalement !

Quelques mois plus tard, j'ai vendu tous mes biens immobiliers ; j'acquiers une belle maison où je m'installe avec ma petite famille. Chacun de

nous fait sa place : mon fils intègre une école internationale où il se fait très vite des copains, ma fille un établissement spécialisé adapté à son handicap où elle mettra un peu de temps à s'habituer. Pour ma femme, c'est plus compliqué : elle a beaucoup de mal.

Je me rapproche des gens grâce à ma religion. Je fais des rencontres et tisse de nouvelles relations. Ma joie est immense de pouvoir circuler à ma guise dans la rue. Je n'ai plus peur, personne ne peut me retrouver. Je me suis escrimé à rester discret et petit à petit, un à un, je coupe les liens qui m'attachent à mon pays.

Je découvre le plaisir de nouvelles activités : le golf, les sorties ! Je vis en rentier bourgeois, je fume des cigares à dix euros pièce, je bois les meilleurs vins, je mange comme un pacha. Tous ces plaisirs que je m'étais refusé à vivre, je me les accorde maintenant. Je ne suis entouré que de beau monde. Ambassadeurs, banquiers, hommes politiques, sont mes nouvelles relations.

La seule chose qui me manque, c'est le travail. Je peux certes me suffire de mes rentes mais cela ne me satisfait pas, je préférerais avoir une activité, employer mon expérience. Pour l'instant, rien ne se présente à moi. Je gère mon argent, collaborant avec une banque parmi les plus prestigieuses implantée dans un des quartiers les plus chics de la ville. L'immeuble est en pierres et l'intérieur, très luxueux, ne comporte aucun guichet, rien que des bureaux privatifs. Pour faire patienter les clients, on offre des boissons.

Je me rends dans cet établissement financier deux à trois fois par semaine pour y réaliser mes transactions. Je deviens peu à peu habile et vois mes placements d'argent judicieux. Je ne fais pas d'éclat, ce n'est pas dans la

tendance, mais à force de lectures sur l'économie, à force d'observer les entreprises cotées, à force d'heures passées à écouter des émissions télévisées sur la finance, mon « éducation » se fait... J'obtiens des rendements trimestriels de deux pour cent. Le jeu me plaît, m'occupe, m'ouvre à des connaissances nouvelles et me fait vivre : avec les intérêts je fais face à mes besoins financiers personnels.

Je suis resté actionnaire de mes anciennes affaires et quand je dois me rendre à une assemblée générale, je choisis chaque fois une ville différente, voire un pays différent pour que personne, absolument personne, ne puisse deviner où j'habite.

Je couve mon nouveau bonheur et ma tranquillité ressuscitée.

Mes anciens collaborateurs ont beau prédire que la société va couler et assurer que je suis le seul à pouvoir sauver le navire, je reste inflexible : je ne veux plus prendre la barre...

La seule chose qui me tracasse, c'est mon procès. L'échéance approche et je me pose mille questions. Mon retour en France, c'est aussi un retour vers une protection physique rapprochée que j'exècre à présent. Je sens l'angoisse monter : je peux à l'issue de la séance partir en prison comme me faire tirer dessus en quittant le tribunal. Quelle alternative réjouissante ! Dois-je affronter ces risques ou me laisser condamner par défaut en ne me rendant pas au procès ? Mes avocats sont catégoriques là dessus : je dois y assister ! Pourtant, il y a longtemps que je ne crois plus en la justice, surtout depuis que j'ai vu le numéro du dossier d'instruction sur la lettre du boss...

Le jour J, des manifestations ont été prévues par tous les membres actifs de la profession. Ils en ont assez d'être considérés comme des délinquants. Ils travaillent, font leur métier, tâchent de pérenniser leurs entreprises et les emplois. Ce qui est loin d'être facile. Ceux qui les jugent, critiquant leurs méthodes mais enviant surtout leurs parts de marché, ces gens « honorables » paraît-il, font exactement les mêmes choses sous la protection du Syndicat du meuble où tout ce joli monde se côtoie.

Deux jours d'audience sont annoncés. Dans un brouhaha général, je m'installe sur le banc des accusés. Le procureur de la République me fait l'effet d'être toujours aussi tignousse, mais nous n'arrivons pas les mains vides. Sept avocats, dirigés par Jacques l'Asiat, ont établi des rapports parfaitement ficelés qui démontrent une discrimination évidente à notre encontre. En effet, les méthodes de vente que l'on nous reproche sont employées et pratiquées couramment sur le territoire français ainsi que partout en Europe. Ce serait à la Cour européenne d'être saisie. Jacques l'Asiat, interrogeant le représentant de la Direction générale de la Répression des Fraudes, lui demande s'il s'est acquitté de la note du repas où lui et ses compères se sont régalés des meilleurs plats et abreuvés des meilleurs vins dans un beau château à l'issue de la réunion du Syndicat du Meuble à laquelle il avait été convié... De son côté, l'avocat général s'emploie à nous faire passer pour des escrocs, des pilleurs, violents à l'égard de personnes âgées, sans scrupules pour arriver à nos fins commerciales. Nos avocats contre-attaquent et dévoilent une enquête de satisfaction qui révèle que 87% de nos clients se sont déclarés satisfaits de leur achat et de leur vendeur et qu'ils étaient prêts à nous renouveler leur confiance dans les mêmes conditions.